



**MINISTÈRE
DE L'ECONOMIE,
DES FINANCES
ET DE LA SOUVERAINETÉ
INDUSTRIELLE ET NUMÉRIQUE**

*Liberté
Égalité
Fraternité*

**Secrétariat
général**

**Fourniture au numéro de journaux et périodiques français et étrangers destinés aux
services des ministères économiques et financiers**

CAHIER DES CLAUSES PARTICULIERES

Numéro de consultation : BAMAC_2025_291_journaux

Procédure de passation : Appel d'offres ouvert

Article 1 - OBJET DU MARCHE.....	4
Article 2 - ALLOTISSEMENT	4
Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION.....	4
Article 4 - DUREE DU MARCHE.....	4
4.1 Cadre général	4
4.2 Reconduction du marché.....	4
Article 5 - LIEU D'EXECUTION.....	4
Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS.....	5
Article 7 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES	5
Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS	5
8.1 Représentation des parties.....	5
8.2 Bons de commande	6
8.3 Conditions d'exécution	6
8.4 Description des prestations	7
8.5 Obligations du titulaire.....	8
8.6 Considérations sociales	11
8.7 Considérations environnementales	11
8.8 Traitement de données à caractère personnel	11
8.9 Clauses de réexamen	15
8.10 Constatation de l'exécution des prestations et admission.....	16
8.11 Garanties	16
8.12 Primes.....	16
8.13 Pénalités	16
Article 9 - REGIME FINANCIER	17
9.1 Forme et contenu des prix.....	17
9.2 Ajustement des prix.....	18
9.3 Avances	19
9.4 Modalités financières.....	19
9.5 Modalités de facturation	20
9.6 Service fait présumé.....	22
Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES.....	23
10.1 Forme des notifications et des informations	23
10.2 Langue.....	23
10.3 Sous-traitance	23
10.4 Propriété intellectuelle	23
10.5 Assurances	24
10.6 Autres obligations administratives	24

10.7	Résiliation.....	25
10.8	Exécution aux frais et risques du titulaire	25
10.9	Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence.....	25
10.10	Relation fournisseurs et évaluation	28
10.11	Litiges et contentieux	29
Article 11 -	DEROGATIONS.....	29

Article 1 - OBJET DU MARCHÉ

Le marché a pour objet les prestations de fourniture au numéro de journaux et périodiques français et étrangers destinés aux services des ministères économiques et financiers.

Le GM est le suivant : 41.01.01

Code CPV de la consultation : 22200000

Article 2 - ALLOTISSEMENT

Le marché n'est pas alloti.

Article 3 - PROCEDURE DE PASSATION

Le marché est passé selon la procédure d'appel d'offres ouvert.

L'accord-cadre est mono-attributaire. Il s'exécute par l'émission de bons de commande, sans minimum et avec un maximum de 750 000,00 € Hors Taxes pour toute sa durée.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité de l'accord-cadre, mais leur exécution ne doit pas excéder trois mois après la fin de l'accord-cadre.

Article 4 - DUREE DU MARCHÉ

4.1 Cadre général

Le marché est conclu pour une durée ferme de 12 mois.

La durée du marché court à compter du 15 juin 2025. Par dérogation à l'article 13.1.1 au CCAG FCS, ce marché public pourra être notifié avant le démarrage des prestations.

4.2 Reconduction du marché

Le marché peut être tacitement reconduit pour trois périodes complémentaires de douze mois chacune sans que sa durée excède 48 mois.

Dans le cas d'une non-reconduction, l'acheteur notifie sa décision au titulaire dans un délai de trois mois avant la date de fin de validité du marché.

Article 5 - LIEU D'EXECUTION

Les prestations s'exécutent en fonction des besoins sur l'ensemble des sites des ministères économiques et financiers situés à Paris et en Ile de France. L'annexe 2 liste les principaux sites de distribution sans qu'elle ne soit exhaustive. La personne publique peut ajouter ou supprimer des sites à cette liste en cours d'exécution du marché.

Article 6 - DOCUMENTS CONTRACTUELS

Le marché est constitué des éléments contractuels énumérés ci-dessous, par ordre de priorité décroissante :

- l'acte d'engagement (ou ATTRI1) et ses annexes :
 - Annexe financière (annexe 1 à l'acte d'engagement)
 - Annexe relative aux sites et aux horaires de livraison (annexe 2 à l'acte d'engagement)
 - Annexe relative au détail de la liste minimale des titres à livrer (annexe 3 à l'acte d'engagement)
- le présent cahier des clauses particulières (CCP) ;
- le cahier des clauses administratives générales applicables aux marchés publics de fournitures courantes et de services approuvé par l'arrêté du 30 mars 2021 (JORF du 1^{er} avril 2021) <https://www.legifrance.gouv.fr/jorf/id/JORFTEXT000043310341> ;
- le cadre du mémoire technique (cadre de réponse) ;
- Les bons de commande ;
- La grille évaluation fournisseur.

Toute clause portée sur une documentation transmise par le titulaire et contraire aux pièces constitutives du marché est réputée non écrite.

Article 7 - MARCHES DE PRESTATIONS SIMILAIRES

Sans objet.

Article 8 - MODALITES D'EXECUTION DES PRESTATIONS

8.1 Représentation des parties

8.1.1 Représentation de l'acheteur

Pour la personne publique : La personne chargée du suivi de la bonne exécution de la prestation est le Bureau documentation et Archives, placé auprès du Secrétariat Général, lequel est l'interlocuteur habilité du titulaire au cours de l'exécution du marché qui procède notamment au suivi de l'exécution du marché, et conduit les opérations de service fait.

L'acheteur notifie toute modification de(s) interlocuteur(s) désignés au titulaire.

8.1.2 Représentation du titulaire

Le titulaire désigne, avant le démarrage des prestations, un interlocuteur unique de l'administration pour toutes les questions relatives à l'exécution du présent marché. La défaillance d'un des intervenants désignés par le titulaire doit immédiatement être notifiée au représentant du pouvoir adjudicateur.

Le titulaire est tenu d'informer, sans délai, l'acheteur de toute modification d'interlocuteur désigné.

8.2 *Bons de commande*

Les bons de commande sont transmis au titulaire par voie dématérialisée.

Les bons de commande indiquent notamment ;

- Le numéro du bon de commande,
- Le nom et l'adresse du créancier,
- Le numéro et la date du marché,
- La désignation des prestations,
- Le descriptif de la commande
- La quantité commandée,
- Le prix unitaire HT et le prix TTC du bon de commande,
- Le lieu précis de la livraison.

Le titulaire est tenu de se conformer aux indications portées sur le bon de commande, notamment en ce qui

concerne les prestations commandées.

Les bons de commande peuvent être émis jusqu'au dernier jour de validité du marché. La durée d'exécution d'un bon de commande émis le dernier jour de validité du marché ne peut excéder six mois.

Toute modification, ajout ou suppression quant aux titres, au nombre d'exemplaires par titre, par service et par lieu de livraison, fait l'objet d'un nouveau bon de commande

A titre exceptionnel, pour les interventions urgentes, les commandes pourront être effectuées par appel téléphonique, puis confirmées par courriel ou saisies sur l'outil de gestion des commandes en ligne du titulaire. Ces interventions feront l'objet de bons de commande ultérieurs.

Les bons de commande supplémentaires sont transmis par tout moyen permettant de donner une date et une heure certaines à la réception de la demande par le titulaire. La commande doit être exécutée le lendemain de sa réception. Si la quantité livrée n'est pas conforme au dernier bon de commande notifié, le titulaire s'engage à assurer, dans la livraison qui suit la demande de l'administration, la livraison des exemplaires manquants.

8.3 *Conditions d'exécution*

8.3.1 Remplacement des intervenants

Lorsqu'il est prévu dans le marché que tout ou partie des prestations doit être exécutée par une personne nommément désignée et que cette personne n'est plus en mesure d'accomplir cette tâche, le titulaire doit :

- en avisant, sans délai, le pouvoir adjudicateur et prendre toutes dispositions nécessaires, afin d'assurer la

poursuite de l'exécution des prestations ;

- proposer au pouvoir adjudicateur un remplaçant disposant de compétences au moins équivalentes et dont

il lui communique le nom, les titres dans un délai d'un mois à compter de la date d'envoi de l'avis mentionné

à l'alinéa précédent.

Le remplaçant proposé par le titulaire est considéré comme accepté par le pouvoir adjudicateur, si celui-ci ne

le refuse pas dans le délai d'un mois courant à compter de la réception de la communication mentionnée à l'alinéa précédent. Si le pouvoir adjudicateur refuse le remplaçant, le titulaire dispose d'un mois pour proposer un autre remplaçant.

La décision de récusation prise par le pouvoir adjudicateur est motivée. A défaut de proposition de remplaçant par le titulaire ou en cas de récusation des remplaçants par le pouvoir adjudicateur, le marché peut être résilié dans les conditions prévues à l'article 10.7.

8.3.2 Les exigences relatives aux prestations

Lorsque le co-traitant en charge de la réalisation des tâches essentielles est défaillant, qu'il soit par exemple en liquidation judiciaire ou dans l'impossibilité d'accomplir sa tâche pour des raisons qui ne sont pas de son fait, la mission qui lui a été confiée peut être prise en charge soit par un autre membre du groupement, soit par un sous-traitant après accord de l'acheteur.

8.4 Description des prestations

8.4.1 Caractéristiques des prestations.

8.4.1.1. Description

- fourniture, livraison de presse au numéro et gestion des demandes (résiliations, traitement des réclamations...) souscrites pour le compte des services des ministères économiques et financiers.

- les services annexes (Cf. Article 8.4.5)

Les journaux et publications doivent être livrés aux adresses indiquées à l'annexe 2 à l'acte d'engagement. Cette annexe est une liste non exhaustive et peut-être modifiée à l'initiative du Bureau Documentation et Archives.

Tout ajout, modification ou suppression des adresses de livraison est notifié au titulaire par le bureau Documentation et Archives.

Une liste des titres qu'il doit être possible de livrer est indiquée en Annexe 3. Cette liste ne peut être considérée comme exhaustive mais constitue le socle minimal des titres qu'il doit être possible de livrer pour le candidat.

Les commandes sont initiées par le Bureau Documentation et Archives afin de fixer, pour le démarrage de la prestation au 15 Juin 2025 :

- le nombre d'exemplaires de journaux par titre et par service ;
- la répartition des exemplaires par lieu de livraison et par service.

Le nombre d'exemplaires peut être modifié à tout moment par l'administration à condition que la modification soit notifiée au titulaire au moins vingt-quatre heures avant son entrée en vigueur.

Des bons de commande supplémentaires, correspondant à des demandes ponctuelles, peuvent être émis au fur et à mesure des besoins de l'administration.

8.4.1.2. Particularités réclamations, remplacement

- il est demandé la prise en compte et l'accusé réception dans l'heure de toute réclamation du correspondant du ministère et l'information par mail des démarches engagées ;
- le remplacement de tout journal endommagé ou objet d'une réclamation doit être effectué dans un délai maximum de 24 heures.

- Le bureau documentation et archives se réserve la possibilité d'annuler la commande et de demander la non-facturation d'un titre qui ne serait pas livré le jour de sa parution.

8.4.2 Délais de livraison

Les journaux et publications figurant sur le bon de commande sont livrés par le titulaire du lundi au samedi avant 6 heures du matin sur le site du 139, rue de Bercy, 75012 Paris.

Sur le même site, les journaux et publications devront être livrés avant 7H45 les dimanches et jours fériés.

Sur les autres sites, la livraison s'effectuera entre 7 heures et 8 heures trente.

Concernant la livraison du quotidien « Le Monde », elle devra s'effectuer entre 11 h 45 et 12 h 30 sur le site du 139, rue de Bercy.

Sur les autres sites, la livraison s'effectuera entre 12 heures 30 et 14 heures. Dans la mesure du possible, un titre manquant ou dégradé livré le matin sera livré à nouveau avec la livraison du quotidien « Le Monde ».

8.4.3 Traitement des demandes

Le titulaire est tenu d'assurer les souscriptions de demandes de journaux, revues et périodiques ainsi que les prestations annexes pour les directions et services des ministères économiques et financiers.

S'agissant d'un marché à bons de commandes, le nombre de commandes peut varier en cours d'exécution du marché.

A chaque nouvelle demande, l'administration indiquera au titulaire du marché :

- le ou les titres concernés, et le nombre d'exemplaires souhaités,
- le ou les services destinataires de la commande,
- la date à laquelle la demande doit prendre effet,
- les consignes particulières éventuelles.

Les livraisons seront assurées sur tous les sites demandeurs des ministères économiques et financiers, dont les principaux sont listés en annexe 2 à l'acte d'engagement.

8.4.4 Informations sur les périodiques

Le titulaire fournira, sur simple demande de l'administration, tous renseignements, sur tous périodiques. Des réponses peuvent être demandées par exemple sur leur périodicité et leur prix, ou toute autre information utile à la mise en place d'un titre de presse au numéro.

8.4.5 Mise à disposition d'un outil de gestion en ligne

Le titulaire met gratuitement à disposition une solution internet (outil de gestion en ligne) permettant à l'administration de réaliser, suivre et gérer les commandes (quantité commandée, visualisation des services destinataires des demandes...).

8.5 *Obligations du titulaire*

8.5.1 Obligation de conseil

Le titulaire a un devoir de conseil (ou d'alerte) s'il se rend compte, lors de ses interventions, de dysfonctionnements ou de dangers potentiels au titre de ses prestations.

Ce devoir de conseil est formel et fondé sur la production d'un rapport qui décrit les risques et menaces et propose des actions pour les réduire.

8.5.2 Obligation d'information

Le titulaire est tenu de signaler à l'acheteur tous les éléments qui lui paraissent de nature à compromettre la bonne exécution des prestations.

8.5.3 Obligations de confidentialité

Le titulaire met en œuvre les moyens appropriés afin de garder confidentiels les informations, les documents et les objets auxquels il a accès lors de l'exécution du marché, sans qu'il soit besoin d'en expliciter systématiquement le caractère confidentiel.

Ces informations, documents ou objets ne peuvent être, sans autorisation expresse de l'acheteur, divulgués, publiés, communiqués à des tiers ou être utilisés directement par le titulaire, hors du marché ou à l'issue de son exécution.

Le titulaire s'engage à faire respecter ces obligations à l'ensemble de son personnel, le cas échéant à ses sous-traitants et fournisseurs.

L'acheteur peut demander, à tout moment, au titulaire, de lui retourner les éléments ou supports d'informations confidentielles qui lui auraient été fournis.

La violation de l'obligation de confidentialité par le titulaire peut entraîner la résiliation du marché aux torts du titulaire.

8.5.4 Mesures de sécurité

Toute personne relevant du titulaire ou de ses sous-traitants est soumise, le cas échéant, à des mesures de sécurité qu'il s'agisse d'accès physiques à des locaux ou d'accès logiques à des informations.

8.5.5 Responsabilité du titulaire

Le titulaire est tenu de mettre en œuvre, dans le cadre des missions qui lui sont confiées, tous les procédés et moyens lui permettant de réaliser les prestations conformément aux spécifications du cahier des charges. Pour les prestations qui lui incombent, le titulaire doit strictement respecter les délais, les coûts et les niveaux de qualité prévus dans les documents contractuels régissant le marché. Les prestations doivent être conformes aux prescriptions de l'ensemble des normes homologuées ou à toute norme européenne équivalente. Cette disposition vaut non seulement pour les normes en vigueur au jour de la passation du marché mais également pour toutes les nouvelles normes qui deviendraient effectives en cours d'exécution du marché.

Le titulaire informe le ministère (gestion.documentation@finances.gouv.fr) de l'arrêt de parution des journaux, revues et périodiques, risque d'arrêt ou modification de tarifs, et ce, dans les plus brefs délais.

Concernant les modifications de tarifs, le titulaire informe le ministère (gestion.documentation@finances.gouv.fr) le plus rapidement possible et au plus tard à la fin de la semaine concernée par la mise en place du changement de tarif.

Celui-ci informe systématiquement et régulièrement le bureau documentation et archives sur le suivi des réclamations avec retour systématique de l'information par téléphone, courriel ou courrier au bureau documentation et archives (gestion.documentation@finances.gouv.fr).

Toute innovation ou perspective de modernisation envisagée par le prestataire, tant en ce qui concerne l'architecture de son système d'informations (infrastructure, réseau) que l'interface fonctionnelle de sa solution de gestion des demandes, doit impérativement faire l'objet d'une information préalable à l'adresse suivante : gestion.documentation@finances.gouv.fr. Cette information préalable doit être portée à la connaissance de l'administration par communication électronique 3 mois avant la date de mise en œuvre de cette évolution ; la date de réception du courrier électronique faisant foi.

Il peut, s'il l'estime nécessaire, mettre en œuvre sans facturation supplémentaire, toute mesure destinée à accompagner la conduite du changement dont il est à l'origine.

- Lieux de livraison :

Les lieux de livraison sont définis dans l'annexe 2 à l'acte d'engagement.

Le titulaire s'engage à livrer toutes les structures mentionnées dans cette annexe dès lors qu'une commande lui est passée et sans pouvoir élever à ce sujet aucune réclamation.

Les fournitures doivent être livrées aux points de livraison figurant en annexe à l'acte d'engagement aux heures fixées au présent CCP.

Toute livraison égarée du fait du non-respect du lieu de livraison sera à la charge du titulaire du marché et ne pourra pas être facturée au bureau documentation et archives.

La personne publique informera le titulaire par écrit de tout changement affectant les sites de livraison

La personne publique se réserve le droit de modifier la liste des sites de livraison. Cette modification sera opérée par simple courriel notifié au titulaire. Le titulaire est tenu de vérifier l'accessibilité des locaux avant la livraison.

- Emballage :

Les journaux doivent être cerclés par direction et service avec la mention du service destinataire concerné.

- Transport :

Le conditionnement, le chargement, l'arrimage et le déchargement des journaux et périodiques sont effectués sous la responsabilité du titulaire.

- Réparation des dommages :

Les dommages de toute nature causés au personnel ou aux biens par le titulaire du fait de l'exécution du contrat sont à la charge du titulaire.

- Service minimal en cas de crise :

En situation de crise, le titulaire est tenu d'assurer un service minimum indispensable au maintien des prestations définies au présent CCP.

En cas d'impossibilité pour le titulaire d'exécuter un service minimum, l'administration y pourvoira par tous les moyens qu'elle jugera utiles, aux frais, risques et périls du titulaire et notamment en faisant appel à une autre entreprise pour exécuter les prestations.

Les mesures qui seront prises dans ce cas ne concerneront pas les cas de force majeure (non publication des journaux, non livraison des journaux au kiosquier). Les sommes dues à ce titre seront recouvrées par l'administration par tous les moyens de droit. Leur montant pourra être retenu sur les factures restant dues. Il est souligné que la grève du personnel du titulaire (ou de ses sous-traitants) ne constitue pas un cas de force majeure ou d'imprévision permettant l'indemnisation du titulaire par l'administration ; étant entendu que le titulaire et ses sous-traitants sont seuls investis du pouvoir de négociation que reconnaît aux dirigeants d'entreprises le code du travail dans les articles qui régissent l'exercice du droit de grève.

8.6 *Considérations sociales*

Le titulaire du présent marché public devra mettre en œuvre des actions en faveur de l'égalité femme-homme et s'engage à lutter contre toute forme de discrimination.

8.7 *Considérations environnementales*

Dans le cadre de ce marché, l'aspect environnemental doit intégrer l'utilisation de véhicules propres pour la livraison entraînant une réduction des émissions de gaz à effet de serre. En ce qui concerne le matériel servant à la livraison, celui-ci devra être réutilisable (caisses, palettes, etc.). Pour les journaux non distribués, un circuit de valorisation doit être mis en place.

8.8 *Traitement de données à caractère personnel*

En cas de traitement de données à caractère personnel, le titulaire est tenu au respect de la réglementation en vigueur applicable au traitement des données à caractère personnel et, en particulier, le règlement général sur la protection des données (règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016. Il apporte à l'acheteur des garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences du règlement européen et garantisse la protection des droits des personnes concernées.

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants. Cette information doit indiquer clairement les activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations.

Le présent article a pour objet de définir les conditions dans lesquelles le(s) titulaire(s) du présent marché public s'engage(nt) à effectuer pour le compte de l'acheteur les opérations de traitement de données à caractère personnel définies ci-après.

Dans le cadre du présent marché public, les parties s'engagent à respecter la réglementation en vigueur applicable au traitement de données à caractère personnel et, notamment le RGPD et la loi n°78-17 du 6 janvier 1978 relative à l'informatique, aux fichiers et aux libertés.

Précisions terminologiques :

Le responsable de traitement au sens du règlement (UE) 2016/679 du Parlement européen et du Conseil du 27 avril 2016 relatif à la protection des personnes physiques à l'égard du traitement des données à caractère personnel et à la libre circulation de ces données, et abrogeant la directive 95/46/CE (ci-après, « règlement général sur la protection des données » ou RGPD) est l'acheteur et le sous-traitant est le titulaire du marché.

Nature, durée, finalité et description du traitement de données à caractères personnel

Le titulaire est autorisé à traiter pour le compte de l'acheteur, les données à caractère personnel nécessaires pour fournir la ou les prestations (s) objet du marché.

Les données à caractère personnel sont traitées pour une durée correspondante à la durée d'exécution du présent marché public.

Mise en œuvre du traitement :

- Obligations du titulaire vis-à-vis de l'acheteur

Le titulaire du marché public s'engage, notamment, à :

1. traiter les données uniquement pour la ou les seule(s) finalité(s) qui fait/ont l'objet du présent marché public ;

2. traiter les données conformément aux instructions documentées de l'acheteur figurant dans les documents particuliers du présent marché public. Si le titulaire considère qu'une instruction est donnée en violation du règlement général sur la protection des données ou de toute autre disposition du droit de l'Union ou du droit des Etats membres relative à la protection des données, il en informe immédiatement l'acheteur.

3. Si le titulaire est tenu de procéder à un transfert de données vers un pays tiers (hors de l'Union européenne) ou à une organisation internationale, en vertu du droit de l'Union ou du droit de l'Etat membre auquel il est soumis, il doit informer l'acheteur de cette obligation juridique avant le traitement, sauf si le droit concerné interdit une telle information ;

4. garantir la confidentialité des données à caractère personnel traitées dans le cadre du présent marché public ;

5. veiller à ce que les personnes autorisées à traiter les données à caractère personnel en vertu du présent marché public :

- s'engagent à respecter la confidentialité ou soient soumises à une obligation légale appropriée de confidentialité

- reçoivent la formation nécessaire en matière de protection des données à caractère personnel

6. prendre en compte, s'agissant de ses outils, produits, applications ou services, les principes de protection des données dès la conception et de protection des données par défaut.

- Sous-traitance des activités de traitement

Lorsque le titulaire fait appel à un sous-traitant pour mener des activités de traitement spécifiques, il informe préalablement et par écrit. Cette information doit indiquer clairement la nature des activités de traitement sous-traitées, l'identité et les coordonnées du sous-traitant et les dates du contrat de sous-traitance. Cette sous-traitance ne peut être effectuée que si l'acheteur n'a pas émis d'objection pendant le délai de 21 jours à compter de la date de réception de la demande en application des dispositions de l'article R.2193-4 du code de la commande publique.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le

biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou tout autre document équivalent (téléchargeable sur <https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>).

Le sous-traitant est tenu de respecter les obligations du présent marché public pour le compte et selon les instructions de l'acheteur. Il appartient au titulaire de s'assurer que le sous-traitant présente les mêmes garanties suffisantes quant à la mise en œuvre de mesures techniques et organisationnelles appropriées de manière à ce que le traitement réponde aux exigences de la législation et de la réglementation en vigueur sur la protection des données. Si le sous-traitant ne remplit pas ses obligations en matière de protection des données, le titulaire demeure pleinement responsable devant l'acheteur de l'exécution par le sous-traitant de ses obligations. Le titulaire informe préalablement et par écrit l'acheteur de tout changement envisagé concernant l'ajout ou le remplacement d'autres sous-traitants

- Droit d'information et exercice des personnes concernées par le traitement

Il appartient au titulaire de fournir l'information aux personnes concernées par les opérations de traitement au moment de la collecte des données.

La formulation et le format de l'information doivent être convenus avec l'acheteur avant la collecte de données.

Le titulaire doit répondre, au nom et pour le compte de l'acheteur et dans les délais prévus par le règlement général sur la protection des données, aux demandes des personnes concernées en cas d'exercice de leurs droits.

- Notification des violations de données à caractère personnel

Le titulaire notifie à l'acheteur toute violation de données à caractère personnel dans un délai de 4 heures après en avoir pris connaissance et par le moyen suivant : envoi d'un message signalant le problème et appel téléphonique. Cette notification est accompagnée de toute documentation utile afin de permettre à l'acheteur, si nécessaire, de notifier cette violation à l'autorité de contrôle compétente (en l'occurrence, à la Commission nationale de l'informatique et des libertés, CNIL) si possible 72 heures au plus tard après en avoir pris connaissance.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire notifie à l'autorité de contrôle compétente, au nom et pour le compte de l'acheteur, les violations de données à caractère personnel dans un délai maximum de 48 heures à moins que la violation en question ne soit pas susceptible d'engendrer un risque pour les droits et libertés des personnes physiques.

La notification contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;

- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;

- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;

- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation

de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.

Si, et dans la mesure où il n'est pas possible de fournir toutes ces informations en même temps, les informations peuvent être communiquées de manière échelonnée sans retard indu.

Après accord écrit de l'acheteur, le titulaire communique, au nom et pour le compte de l'acheteur, la violation de données à caractère personnel à la personne concernée dans les meilleurs délais, lorsque cette violation est susceptible d'engendrer un risque élevé pour les droits et libertés d'une personne physique.

La communication à la personne concernée décrit, en des termes clairs et simples, la nature de la violation de données à caractère personnel et contient au moins :

- la description de la nature de la violation de données à caractère personnel y compris, si possible, les catégories et le nombre approximatif de personnes concernées par la violation et les catégories et le nombre approximatif d'enregistrements de données à caractère personnel concernés ;
- le nom et les coordonnées du délégué à la protection des données ou d'un autre point de contact auprès duquel des informations supplémentaires peuvent être obtenues ;
- la description des conséquences probables de la violation de données à caractère personnel ;
- la description des mesures prises ou que l'acheteur propose de prendre pour remédier à la violation de données à caractère personnel, y compris, le cas échéant, les mesures pour en atténuer les éventuelles conséquences négatives.
- Aide du titulaire dans le cadre du respect par l'acheteur de ses obligations

Le titulaire aide l'acheteur :

- à la réalisation d'analyses d'impact relative à la protection des données ;
- à la réalisation de la consultation préalable de l'autorité de contrôle.

Le titulaire met à la disposition de l'acheteur la documentation nécessaire pour démontrer le respect de toutes ses obligations et pour permettre, le cas échéant, la réalisation d'audits, y compris des inspections, par l'acheteur ou un auditeur mandaté par lui, et contribuer à ces audits.

- Mesures de sécurité

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité suivantes :

- Transmission des données sous format sécurisé ;
- Données hébergées sur des serveurs sécurisés ;

Le titulaire met en œuvre les mesures de sécurité prévues par le document de référence de leur politique de protection de données.

- Sort des données

Au terme de l'exécution du présent marché public, l'acheteur informe le titulaire de sa décision relative au sort des données. L'acheteur peut demander au titulaire de :

- détruire toutes les données à caractère personnel
- renvoyer toutes les données à caractère personnel à l'acheteur ou au tiers désigné par l'acheteur

Le renvoi doit s'accompagner de la destruction de toutes les copies existantes dans les systèmes d'information du sous-traitant. Une fois détruites, le sous-traitant doit justifier par écrit de la destruction

- Délégué à la protection des données

Le titulaire communique à l'acheteur dès la notification du marché public le nom et les coordonnées de son délégué à la protection des données, s'il en a désigné un, ou, à défaut, l'identité et les coordonnées d'un point de contact dédié à ces questions.

- Registre des activités de traitement

Le titulaire tient par écrit un registre de toutes les activités de traitement effectuées pour le compte de l'acheteur comprenant :

1. le nom et les coordonnées de l'acheteur pour le compte duquel il agit, des éventuels sous-traitants et, le cas échéant, du délégué à la protection des données ;

2. les catégories de traitements effectués pour le compte de l'acheteur ;

3. le cas échéant, les transferts de données à caractère personnel vers un pays tiers ou à une organisation internationale, y compris l'identification de ce pays tiers ou de cette organisation internationale et, dans le cas des transferts visés à l'article 49, paragraphe 1, deuxième alinéa du règlement général sur la protection des données, les documents attestant de l'existence de garanties appropriées ;

4. dans la mesure du possible, une description générale des mesures de sécurité techniques et organisationnelles, notamment, selon les besoins :

o la pseudonymisation et le chiffrement des données à caractère personnel ;

o des moyens permettant de garantir la confidentialité, l'intégrité, la disponibilité et la résilience constantes des systèmes et des services de traitement ;

o des moyens permettant de rétablir la disponibilité des données à caractère personnel et l'accès à celles-ci dans des délais appropriés en cas d'incident physique ou technique ;

o une procédure visant à tester, à analyser et à évaluer régulièrement l'efficacité des mesures techniques et organisationnelles pour assurer la sécurité du traitement.

8.9 *Clauses de réexamen*

Sans objet

8.10 Constatation de l'exécution des prestations et admission

8.10.1 Vérification quantitative

Les opérations de vérification quantitatives ont pour objet de contrôler que la quantité livrée est conforme à la quantité indiquée sur le bon de commande.

Si la quantité fournie n'est pas conforme aux stipulations de la commande, le Bureau Documentation et Archives peut :

- soit exiger la reprise de l'excédent fourni,
- soit demander un complément de livraison,
- soit accepter en l'état la livraison. La mise en conformité quantitative des prestations ne fait pas obstacle à l'exécution des opérations de vérification qualitative.

8.10.2 Vérification qualitative

Les opérations de vérification qualitatives ont pour objet de contrôler que les journaux livrés ne sont pas dégradés (revues déchirées, humides, incomplètes, etc.). En cas de dégradation, le Bureau Documentation et Archives pourra demander le remplacement immédiat ou le remboursement du ou des titre(s) concernés.

8.10.3 Décision après vérifications

En cas de rejet, le titulaire est tenu de livrer de nouveau la fourniture commandée. Les prestations faisant l'objet du marché seront soumises à des vérifications quantitatives et qualitatives simples, destinées à constater qu'elles répondent aux stipulations du marché, dans les conditions prévues par le CCAG-FCS. Il est rappelé que le titulaire reste passible des pénalités prévues dans le présent CCP en cas de retard dans la livraison des fournitures conformes au cahier des charges.

8.11 Garanties

La garantie prévue au CCAG de référence s'exerce indépendamment de la garantie légale pour vices cachés prévue aux articles 1641 et suivants du code civil.

8.12 Primes

Sans objet

8.13 Pénalités

Tout manquement du titulaire à ses obligations contractuelles peut donner lieu à pénalité.

Les pénalités sont applicables de plein droit, sans mise en demeure préalable.

Les pénalités ne présentent aucun caractère libératoire. Le titulaire est intégralement redevable de ses obligations contractuelles et notamment des prestations dont l'inexécution a donné lieu à l'application de pénalités. Il ne saurait se considérer comme libéré de ses obligations, du fait du paiement desdites pénalités.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de l'acheteur ou de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

L'application de pénalités est effectuée sans préjudice de la faculté de la personne publique de prononcer toute autre sanction contractuelle et notamment de faire réaliser tout ou partie du marché aux frais et risques du titulaire.

Il y a retard à la mise à disposition d'un périodique si le titulaire procède à cette opération le lendemain de sa date de parution.

Ceci n'est pas applicable en cas de retard du fait de l'éditeur ou du distributeur de journaux et périodiques dès lors que le fait est dûment établi par le titulaire ou lors de la suppression d'un périodique.

La clause de retard d'exécution peut être mise en jeu pour chaque numéro délivré avec retard.

En cas de mauvaise exécution relative à la qualité des prestations s'avérant non conforme aux exigences fixées par le présent marché, l'administration appliquera une pénalité de 80 € par infraction. Le montant de la pénalité sera déduit du montant de la facture correspondante du titulaire présentée par celui-ci postérieurement à la constatation de la mauvaise exécution ou recouvré par titre de recette après liquidation par le pouvoir adjudicateur.

Pénalités pour retards de livraison

La pénalité est équivalente au montant du titre pour les quotidiens et à 50% du montant du titre pour les autres publications concernées par le retard de livraison, c'est-à-dire au lendemain de sa date de parution.

Toutefois, aucune pénalité ne sera appliquée si le retard ou l'absence de livraison est dû à une non parution ou à un défaut de livraison des publications par les éditeurs.

8.13.1 Pénalités liées aux considérations environnementales

En cas de non-transmission de l'état annuel du parc de véhicules, une pénalité de 50 euros par jour calendaire pourra être appliquée à compter de la date de mise en demeure.

8.13.2 Plafonnement des pénalités

Le montant des pénalités est, au plus, égal à 10% du montant total HT annuel exécuté en année N-1. Si elles interviennent la première année, les pénalités ne sont pas plafonnées.

Article 9 - REGIME FINANCIER

9.1 *Forme et contenu des prix*

Les prix des titres sont basés sur les prix éditeurs. Les prix du marché sont établis sur la base d'un forfait pour les coûts de la livraison et unitaires pour les titres.

Les prix sont établis par référence au prix unitaire public affecté du taux de remise indiqué dans le bordereau des prix, ainsi que du taux des frais de gestion (hors frais de livraison).

Le titulaire est tenu de faire connaître au ministère, par écrit, les offres promotionnelles qu'il accorde à sa clientèle « entreprise », en précisant leurs conditions et la durée de leur validité, lorsque celles-ci sont inférieures aux conditions du présent marché (rabais sur prix unitaires déduits), et d'en faire bénéficier, dans ce cas, le ministère. Le titulaire certifie que les prix qu'il pratique dans le cadre du présent marché et qui figurent dans le bordereau des prix annexé à l'acte d'engagement n'excèdent pas ceux qu'il pratique dans des conditions similaires à l'égard de l'ensemble de sa clientèle entreprise. Le titulaire s'engage à donner à l'administration, à la demande de cette dernière, toute justification permettant de vérifier cette conformité.

Les prix sont réputés inclure :

- les frais afférents à la réalisation des prestations, ainsi que les frais de déplacement et des interventions liées aux prestations sur site ;
- tous les frais annexes et les matériels nécessaires à l'exécution des prestations ;
- la fourniture des catalogues des tarifs sous le format défini en commun avec l'acheteur ;
- le suivi contractuel ;
- la mise en œuvre et l'exploitation des moyens de télécommunications lui permettant l'accès sécurisé au site de développement et les coûts de communication entre son site et ceux de l'acheteur ;
- l'ensemble des sujétions particulières inhérentes au contenu même de l'exécution des prestations, y compris les conditions d'exploitation et d'accès des différents lieux d'enlèvement et de livraison. A ce titre, le titulaire ne peut prétendre à aucun supplément de prix, ni à aucune indemnité quelconque ;
- toutes les charges fiscales, parafiscales ou autres applicables aux prestations ;
- la livraison des produits franco de port, d'emballage, de manutention, d'assurances, de stockage, de transport et de déchargement jusqu'au lieu de livraison. Aucun emballage n'est facturé. Toutes les livraisons sont effectuées en « emballage perdu » ou récupérable ;

9.2 *Ajustement des prix*

9.2.1 Ajustement du prix des journaux

Ils sont établis en euros aux conditions économiques du mois de remise des offres (« mois zéro »).

Les prix du titulaire pourront être ajustés à la hausse ou à la baisse à chaque changement de prix de l'éditeur à compter de la notification du présent marché au titulaire. Les nouveaux prix publics remisés seront appliqués immédiatement.

Le candidat retenu s'engage à appliquer le pourcentage de remise sur ventes qu'il a proposé au bordereau des prix.

Le titulaire est tenu de communiquer au Bureau Documentation et Archives les tarifs des journaux ajustés une fois par an en début d'année.

En cas de désaccord sur les prix, le marché pourra être résilié par le ministère sans aucune indemnité, le paiement des factures correspondant à des prestations déjà rendues pouvant seul être exigé.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de trente jours à compter de la date de réception des nouveaux tarifs.

9.2.2 Ajustement du prix de livraison

Le prix de la livraison est ferme la première année. Le tarif en vigueur pour la livraison au moment de la notification du marché est celui du mois de remise des offres. Ce tarif pourra être ajusté à la hausse ou à la baisse, pour une durée de un (1) an, à chaque date anniversaire de la notification du présent marché au titulaire, par référence au tarif que le titulaire pratique à l'ensemble de sa clientèle.

Le titulaire s'engage à faire parvenir ses nouveaux prix à la personne publique par tous moyens, y

compris dématérialisés, un mois (1) avant la date prévue pour leur application ou de manière dématérialisée avec accusé de réception.

Passé ce délai, les prix précédemment connus seront considérés comme fermes pour une année supplémentaire.

La personne publique dispose d'un délai de vingt (20) jours à compter de la réception des nouveaux prix pour faire connaître ses observations sur ceux-ci. Pendant le préavis, le ministère peut émettre les bons de commande lui permettant de satisfaire ses besoins, à l'ancien tarif. Passé ce délai, les nouveaux prix deviennent applicables aux commandes passées ultérieurement et au plus tôt à leur date d'entrée en vigueur.

L'augmentation des prix ne pourra être supérieure de 3% au dernier tarif applicable.

En cas de désaccord sur les prix, le marché pourra être résilié par le ministère sans aucune indemnité, le paiement des factures correspondant à des prestations déjà rendues pouvant seul être exigé.

Cette décision de résiliation est notifiée au titulaire dans un délai maximal de vingt (20) jours à compter de la date de réception des nouveaux tarifs. Le paiement des factures correspondant à des fournitures livrées ou à des prestations déjà fournies pourra seul être exigé.

Néanmoins, si des circonstances exceptionnelles devaient entraîner une augmentation supérieure au pourcentage fixé ci-dessus, le titulaire devra adresser au ministère une demande expliquant les raisons justifiant ce niveau de réajustement de prix.

9.3 *Avances*

Le taux de l'avance est de 5% ou, le cas échéant, de 30 % pour les petites et moyennes entreprises. Ce taux est calculé selon les modalités de l'article R. 2191-6 et suivants du code de la commande publique.

Le montant de l'avance ne peut être affecté par la mise en œuvre d'une clause de variation de prix.

Le taux et les conditions de versement de l'avance ne peuvent être modifiés en cours d'exécution du marché public.

Le délai de versement de l'avance court à compter de la notification du marché.

Le remboursement de l'avance est effectué selon les modalités de l'article R.2191-11 et suivants du code de la commande publique.

9.4 *Modalités financières*

9.4.1 Répartition des paiements

Sans objet

9.4.2 Retenue de garantie, cautionnement et comptable(s) assignataire(s)

Le marché peut être cédé ou nanti dans les conditions prévues aux articles R.2191-46 et suivants du code de la commande publique.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, une copie de l'original du marché public revêtue d'une mention dûment signée indiquant que cette pièce est délivrée en unique exemplaire en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Il est remis par l'acheteur, sur demande du titulaire, d'un co-traitant ou d'un sous-traitant, un certificat de cessibilité en vue de permettre la cession ou le nantissement des créances résultant du marché.

Le comptable assignataire compétent est le contrôleur budgétaire et comptable ministériel (CBCM) rattachés au ministère.

9.4.3 Intérêts moratoires

Les sommes dues sont payées conformément aux dispositions de l'article L.2192-10 du code de la commande publique. Le délai de paiement est fixé à 30 jours maximum pour l'Etat et ses établissements publics ou 50 jours maximum pour les établissements publics de santé et les établissements du service de santé des armées. La date de début du délai est déterminée selon les modalités de l'article R.2191-12 et suivants du code de la commande publique.

Lorsque les sommes dues en principal ne sont pas mises en paiement à l'expiration du délai de paiement, le titulaire a droit, sans qu'il ait à les demander, au versement des intérêts moratoires et de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement prévus aux articles L.2192-12 et suivants et R.2192-31 à R.2192-36 du code de la commande publique.

Le taux des intérêts moratoires est égal au taux d'intérêt appliqué par la Banque centrale européenne à ses opérations principales de refinancement les plus récentes, en vigueur au premier jour du semestre de l'année civile au cours duquel les intérêts moratoires ont commencé à courir, majoré de huit points de pourcentage. Ils courent à l'expiration du délai de paiement jusqu'à la date de mise en paiement du principal incluse et sont calculés sur le montant total du paiement toutes taxes comprises, diminué des éventuelles retenues de garantie, clauses d'actualisation, de révision et des pénalités.

Le montant de l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement est fixé à 40 euros.

Les intérêts moratoires et l'indemnité forfaitaire pour frais de recouvrement sont payés dans un délai de quarante-cinq jours suivant la mise en paiement du principal.

9.5 Modalités de facturation

Le paiement est effectué sur demande de paiement émise par le titulaire et après certification du service fait par l'acheteur.

Le paiement est effectué par virement au compte du titulaire.

9.5.1 Mentions obligatoires

Les factures sont transmises mensuellement et payable termes à échoir. Elles doivent être transmises au format PDF et, dans la mesure du possible, au format Excel.

Dans le cas où la prestation n'est exécutée que pour une partie de l'année, la facturation s'effectue au prorata temporis du nombre de jours effectués, un jour représentant 1/30ème du montant mensuel prévu à l'annexe financière.

Les factures comprennent les mentions suivantes :

- la date d'émission de la facture ;
- la désignation de l'émetteur et du destinataire de la facture ;
- le code du service exécutant (ou le code d'identification du service en charge du paiement) ;
- la référence du marché (numéro d'engagement juridique) ;
- le numéro du ou des bons de commandes ;

- le numéro unique basé sur une séquence chronologique et continue établie par l'émetteur de la facture, la numérotation pouvant être établie dans ces conditions sur une ou plusieurs séries ;
- la date d'exécution des services ;
- la quantité et la dénomination précise des produits livrés ;
- le prix unitaire hors taxes des prestations, le taux de remise et le taux de frais divers hors frais de livraison et le prix forfaitaire de la livraison ;
- le montant total hors taxes et le montant de la taxe à payer, ainsi que la répartition de ces montants par taux de taxe sur la valeur ajoutée, ou, le cas échéant, le bénéfice d'une exonération.

9.5.2 Taux de TVA

Sont applicables les taux de TVA en vigueur lors du fait générateur de la taxe au sens de l'article 269 du code général des impôts.

9.5.3 Frais particuliers

Sans objet

9.5.4 Monnaie

L'unité monétaire qui s'applique est l'Euro.

9.5.5 Transmission des factures

La transmission des factures s'effectue par voie dématérialisée.

Le titulaire a le choix entre plusieurs modes de transmission des factures :

1) Mode portail :

Utiliser le portail Chorus Pro accessible par internet en se connectant à l'URL <https://chorus-pro.gouv.fr> aux fins de soit :

- déposer ses factures sur le portail ;
- saisir directement ses factures ;

2) Mode service ou API (Application Programming Interface)

Chorus Pro offre l'ensemble de ses fonctionnalités sous forme de services intégrés dans un portail tiers. L'émetteur de facture s'identifie via les API, et accède à l'ensemble des services de Chorus Pro comme par exemple le dépôt ou saisie de factures, le suivi du traitement des factures, l'adjonction et téléchargement de pièces complémentaires, etc.

3) Mode EDI (Echange de données informatisées)

Envoyer ses factures par raccordement direct à la solution mutualisée ou à partir d'un système tiers par transfert de fichier.

Chorus Pro permet des échanges d'informations par flux issus des systèmes d'information des fournisseurs. L'émetteur de facture adresse ses flux soit directement à Chorus pro soit par l'intermédiaire d'un opérateur de dématérialisation

Préalables techniques et réglementaires : pour connaître les conditions techniques (guide utilisateurs du portail, kit de raccordement technique et spécifications du format normalisé d'échange) et réglementaires dans lesquelles s'opère la dématérialisation des factures, le titulaire est invité à consulter le portail internet suivant :

<https://communaute.chorus-pro.gouv.fr/>

Pour tout renseignement complémentaire, le titulaire peut s'adresser à :

<https://chorus-pro.gouv.fr/cpp/nousContacter?execution=e2s1> rubrique « nous contacter »

9.6 Service fait présumé

9.6.1 Mise en œuvre de la procédure de service fait présumé

Les prestations objet du présent marché sont éligibles à la procédure de service fait présumé. Dans le respect des dispositions de l'article 31 du décret n° 2012-1246 modifié du 7 novembre 2012 relatif à la gestion budgétaire et comptable publique, la conformité à l'engagement juridique de la livraison ou de la prestation peut être présumée au regard de la nature de la dépense ou de l'évaluation des risques résultant notamment des dispositifs de contrôles internes de l'ordonnateur.

La procédure de service fait présumé est juridiquement distincte de la procédure de constatation de l'exécution des prestations opérée par les services de l'ordonnateur et le titulaire du marché. Par conséquent, elle est sans incidence sur les stipulations contractuelles relatives à l'admission ou la réception des prestations telles qu'elles sont prévues au présent marché.

Réversibilité du recours au service fait présumé :

Le titulaire est informé que l'ordonnateur peut, en cours d'exécution du marché, suspendre la procédure de service fait présumé pour le marché ou une partie du marché ou pour un, plusieurs voir l'ensemble des bons de commandes. Attention, il n'est toutefois pas envisageable de suspendre le SFP pour une partie seulement d'un bon de commande.

Lorsqu'un protocole d'accord a été mis en œuvre, le titulaire du marché est informé par écrit et dans les meilleurs délais de la décision de l'ordonnateur.

Gestion des trop-perçus liés au service fait présumé :

Si postérieurement au paiement il est constaté que des sommes ont été payées indûment, le titulaire doit, après demande écrite de l'ordonnateur, procéder sans délai au remboursement des sommes concernées par précompte sur les factures à venir. Les montants concernés figurent expressément dans le détail de facturation.

Par exception, en cas d'impossibilité pour le titulaire de procéder au remboursement dans les conditions évoquées ci-dessus, une facture d'avoir correspondant au montant perçu indûment est transmise à l'ordonnateur.

Lorsque la procédure de remboursement ou d'avoir prévue plus haut ne peut être mise en œuvre, l'ordonnateur émet un ordre de recouvrer à l'encontre du titulaire, conformément à l'article 11 du décret n° 2012-1246 du 7 novembre 2012 modifié relatif à la gestion budgétaire et comptable publique.

9.6.2 Mise en œuvre d'un protocole d'accord dans le cadre du service fait présumé

Dans le cadre de la mise en œuvre de la procédure de service fait présumé, un protocole d'accord est établi entre les parties.

Article 10 - DISPOSITIONS DIVERSES

10.1 *Forme des notifications et des informations*

L'acheteur notifie au titulaire les décisions ou informations qui font courir un délai, par tous moyens permettant d'attester la date de réception.

En cas de dématérialisation, les échanges se font par messagerie électronique.

10.2 *Langue*

Tous les documents remis par le titulaire sont rédigés en langue française.

Dans le cas où le titulaire ne peut délivrer un document en langue française, il le fournit, à sa charge, accompagné d'une traduction en français.

10.3 *Sous-traitance*

L'acceptation des sous-traitants et l'agrément de leurs conditions de paiement sont soumis aux dispositions légales et réglementaires en vigueur.

La sous-traitance totale des prestations est interdite.

Afin d'obtenir l'acceptation et l'agrément de l'acheteur, le titulaire doit présenter son sous-traitant par le biais de l'acte spécial de sous-traitance, dont les formalités sont comprises dans le formulaire DC4 ou équivalent (téléchargeable sur :

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-declaration-du-candidat>

<https://www.economie.gouv.fr/daj/formulaires-mise-a-jour-formulaire-declaration-sous-traitance-dans-marches-publics>).

Cet acte mentionne : la nature des prestations sous-traitées envisagée, le nom, la raison ou la dénomination sociale et l'adresse du sous-traitant, le montant maximum des sommes à verser par paiement direct au sous-traitant, les conditions de paiement prévues et le cas échéant les modalités de variation de prix, les capacités financières et professionnelles du sous-traitant.

L'acheteur doit accepter ou refuser le sous-traitant et agréer ses conditions de paiement. Passé un délai de 21 jours à compter de la remise du DC4 et, le cas échéant, de la remise de l'exemplaire unique pour nantissement (ou du certificat de cessibilité), l'acheteur est réputé avoir accepté le sous-traitant et agréé les conditions de paiement.

10.4 *Propriété intellectuelle*

Concernant les droits des producteurs de base de données, les articles L341-1 à L343-4 du code de la propriété intellectuelle sont applicables au titre du présent marché.

Le titulaire conserve les droits de propriété intellectuelle sur la base de données et la licence d'utilisation tant pour la durée du marché qu'à son expiration.

10.5 Assurances

Le titulaire assume la responsabilité de l'exécution des prestations. Dans un délai de quinze jours à compter de la notification des marchés et avant tout commencement d'exécution, le titulaire devra justifier être titulaire d'une police d'assurances.

Il est responsable des dommages que l'exécution des prestations peut engendrer : à son personnel, aux agents du pouvoir adjudicateur ou à des tiers ; à ses biens, aux biens appartenant au pouvoir adjudicateur ou à des tiers.

Le titulaire doit être couvert par un contrat d'assurance en cours de validité garantissant les conséquences pécuniaires de la responsabilité civile qu'il pourrait encourir en cas de dommages corporels et/ou matériels engendrés lors de l'exécution des prestations, objet du présent marché.

Il s'engage à remettre, sur simple demande écrite au pouvoir adjudicateur, une attestation de son assureur indiquant la nature, le montant et la durée de la garantie.

Le titulaire s'engage à informer expressément le pouvoir adjudicateur de toute modification de son contrat d'assurance.

Les sous-traitants doivent fournir les mêmes documents que le titulaire

10.6 Autres obligations administratives

Le titulaire est tenu de notifier sans délai à l'acheteur les modifications survenant en cours d'exécution et notamment celles qui se rapportent :

- aux personnes ayant le pouvoir de l'engager ;
- à la forme juridique sous laquelle il exerce son activité ;
- à sa raison sociale ou à sa dénomination ;
- à son adresse ou à son siège social ;
- aux renseignements qu'il a fournis pour l'acceptation d'un sous-traitant et l'agrément de ses conditions de paiement ;

De façon générale, toutes les modifications importantes de fonctionnement concernant le titulaire et pouvant influencer sur le déroulement du marché doivent être notifiées à l'acheteur.

En cas de manquement, l'acheteur ne saurait être tenu pour responsable des conséquences pouvant en découler, et notamment des retards de paiement.

Le titulaire met à disposition tous les six mois, à partir de la notification, jusqu'à la fin de l'exécution, les pièces prévues aux articles D.8222-5 ou D.8222-7 ou D.8254-2 à D.8254-5 du code du travail.

Ces documents sont transmis par le titulaire sur la boîte fonctionnelle suivante : safi.bamac@finances.gouv.fr

Si le titulaire, et/ou le cas échéant ses sous-traitants, recourent à des salariés détachés, ils doivent produire avant le début de chaque détachement d'un ou de plusieurs salariés les documents suivants :

- a) L'accusé de réception de la déclaration de détachement effectuée sur le télé-service " SIPSI " du ministère chargé du travail, conformément aux articles R. 1263-5 et R. 1263-7 du code du travail ;
- b) Une attestation sur l'honneur certifiant que le cocontractant s'est, le cas échéant, acquitté du paiement des sommes dues au titre des amendes prévues aux articles L. 1263-6, L. 1264-1, L. 1264-2 et L. 8115-1 du code du travail. Cette attestation comporte les nom, prénom, raison sociale du cocontractant et la signature de son représentant légal.

Dans les conditions fixées à l'article L.2196-4 et suivants du code de la commande publique, le titulaire fournit, si l'acheteur en fait la demande, les renseignements sur les éléments techniques et comptables du coût de revient des prestations qui font l'objet du présent marché public (notamment bilans, comptes de résultat ainsi que leur comptabilité analytique et tout document de nature à permettre l'établissement des coûts de revient).

10.7 Résiliation

L'acheteur peut résilier le marché public dans les cas prévus aux articles L.2195-1 à L.2195-6 du code de la commande publique.

Le marché public peut être résilié conformément aux dispositions du CCAG de référence (résiliation pour événements extérieurs ou liés au marché public, pour faute du titulaire ou pour motif d'intérêt général).

Outre les cas de résiliation prévus au CCAG de référence, le marché peut être résilié en cas d'inexactitude des documents et des renseignements prévus, ou de refus de produire les pièces prévues aux articles D8222-5, 7, 8 du code du travail, après mise en demeure restée infructueuse, aux torts du titulaire et selon les dispositions du CCAG.

En cas de résiliation pour motif d'intérêt général, les dispositions du CCAG de référence s'applique.

10.8 Exécution aux frais et risques du titulaire

Le cas échéant, l'acheteur peut faire procéder par un tiers à l'exécution des prestations, aux frais et risques du titulaire et dans les conditions prévues au CCAG de référence.

10.9 Dispositions applicables en cas de menace sanitaire grave appelant des mesures d'urgence

La menace sanitaire appelant des mesures d'urgence, notamment l'état d'urgence sanitaire déclaré en application des dispositions du code de la santé publique, est assimilée à un cas de force majeure dès lors que cette situation est inconnue des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur ou que cette situation, bien que connue des parties, donne lieu à des mesures d'urgences nouvelles inconnues des parties au moment de la signature du marché public par l'acheteur et ayant un impact direct sur l'exécution du contrat. Ces situations sont constitutives d'un « événement perturbateur » au sens du présent article.

L'évènement perturbateur fait obstacle à l'application de sanction, de pénalités contractuelles à l'égard du titulaire comme à la mise en œuvre de la responsabilité contractuelle des parties à raison de retards ou d'inexécution des obligations qui leur incombe, dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et le retard ou l'inexécution.

Suspension de l'exécution des prestations à la demande du titulaire

Si le titulaire est temporairement dans l'impossibilité d'exécuter tout ou partie des prestations du fait de l'évènement perturbateur ou que cette exécution ferait peser sur lui une charge manifestement excessive, il peut en demander la suspension par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

La décision de suspendre l'exécution des prestations à la demande du titulaire fait l'objet d'un écrit émanant de l'acheteur et est transmise par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension du marché à la demande du titulaire, l'acheteur se réserve la possibilité de conclure un marché de substitution avec un tiers pour satisfaire les besoins qui ne peuvent souffrir aucun retard, nonobstant toute clause d'exclusivité et sans que le titulaire du marché initial ne puisse

engager, pour ce motif, la responsabilité contractuelle de l'acheteur. L'exécution du marché de substitution n'est pas effectuée aux frais et risques du titulaire.

Le titulaire ne peut quant à lui être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'il démontre qu'il ne dispose pas des moyens suffisants pour exécuter les prestations ou que leur mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive.

A ce titre, toute justification permettant à l'acheteur d'apprécier le bien-fondé des difficultés rencontrées ou à venir ainsi que leur lien de causalité avec l'évènement perturbateur doit être fournie par le titulaire.

La suspension de l'exécution des prestations à l'initiative du titulaire n'ouvre droit à aucune indemnité au bénéfice de ce dernier.

Suspension à l'initiative de l'acheteur

Si l'acheteur décide de suspendre l'exécution de tout ou partie des prestations, il en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

Dans sa décision, l'acheteur précise l'impact éventuel de la suspension sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

En cas de suspension de tout ou partie des prestations, les parties procèdent à l'établissement d'un constat contradictoire des prestations réalisées jusqu'à la suspension, sauf lorsque celui-ci s'avère manifestement inutile.

L'acheteur ne peut voir sa responsabilité contractuelle engagée dès lors qu'est établi un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et la décision de suspension.

Le titulaire, quant à lui, ne peut être sanctionné, se voir appliquer de pénalités contractuelles, ni voir sa responsabilité contractuelle engagée du fait de cette suspension.

Celle-ci donne lieu à indemnisation du titulaire s'il démontre l'existence d'un lien direct entre le préjudice subi et la suspension des prestations.

Pour ce faire, il adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- les coûts d'arrêt des prestations objet du marché ;
- les coûts de remise en état à l'issue de la suspension en vue de la reprise d'exécution ;
- la part des charges d'exploitation directement liées à l'exécution du marché et qui ont continué d'être supportées par le titulaire pendant la période de suspension.

Prolongation du délai d'exécution des prestations

L'acheteur prolonge le délai d'exécution dès lors que le titulaire est dans l'impossibilité de le respecter, ou que cette exécution en temps et en heure nécessiterait des moyens dont la mobilisation ferait peser sur lui une charge manifestement excessive. Pour bénéficier de cette prolongation, le titulaire justifie des causes faisant obstacle à l'exécution de tout ou partie des prestations dans le délai contractuel et du lien de causalité entre cette impossibilité et l'évènement perturbateur.

La demande de prolongation intervient avant l'expiration du délai contractuel et de la période associée à l'évènement perturbateur. Elle s'effectue dans les conditions fixées par le CCAG de référence.

La prolongation du délai d'exécution peut être à l'initiative de l'acheteur qui en informe le titulaire par écrit, dans les meilleurs délais et par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception.

En cas de prolongation, le nouveau délai a les mêmes effets que le délai contractuel et est d'une durée suffisante pour la réalisation des prestations. La décision de prolongation précise son impact éventuel sur la durée du marché. Toute modification de la durée du marché ne peut résulter que d'un avenant.

Résiliation en cas d'impossibilité d'exécuter la prestation et indemnisation associée

Lorsque le titulaire est dans l'impossibilité d'exécuter le marché du fait de l'évènement perturbateur, l'acheteur prononce la résiliation du marché sur le fondement de l'article L. 2195-2 du code de la commande publique.

Le décompte de résiliation est établi conformément aux dispositions du CCAG de référence, en faisant application des modalités de résiliation s'attachant au cas de résiliation pour évènement présentant les caractéristiques de la force majeure.

Indemnisation suite à l'annulation d'un bon de commande

L'annulation d'un bon de commande par l'acheteur à la suite d'un évènement perturbateur ouvre droit à une indemnisation du titulaire des dépenses spécifiquement engagées pour l'exécution des prestations annulées.

Le titulaire adresse à l'acheteur un mémoire en réclamation, conformément aux dispositions de l'article du CCAG de référence relatif aux différends entre les parties. Ce mémoire justifie :

- de l'existence du préjudice subi (réalité des charges pesant sur le titulaire et évaluation du montant demandé) ;
- de l'existence d'un lien de causalité entre l'évènement perturbateur et ledit préjudice.

Indemnisation en cas de poursuite d'exécution bouleversant l'équilibre du contrat

Lorsque l'équilibre du contrat est bouleversé du fait de la poursuite de l'exécution des prestations, le titulaire peut être indemnisé des charges supplémentaires extracontractuelles qu'il supporte, dans les conditions précisées par la circulaire du Premier ministre et du ministre de l'économie et des finances du 20 novembre 1974 relative à l'indemnisation des titulaires de marchés publics en cas d'accroissement imprévisible de leurs charges économiques

Pour ce faire, le titulaire doit démontrer le bouleversement de l'équilibre du contrat, la perte effective subie ainsi que le lien avec l'évènement perturbateur. A défaut, la demande d'indemnisation est rejetée.

Demandes indemnitaires

Les demandes indemnitaires font l'objet d'un mémoire en réclamation transmis à l'acheteur par tout moyen matériel ou dématérialisé permettant de déterminer de façon certaine la date et l'heure de sa réception. Le mémoire en réclamation est transmis dans les conditions fixées par le CCAG de référence

(article 37.2 CCAG FCS) et justifie de manière circonstanciée le préjudice subi, les coûts associés, et leur lien avec l'évènement ayant caractère de force majeure.

Ne peuvent être indemnisés des coûts résultant de la négligence ou de la défaillance du titulaire.

Modalités de communications en cas de crise sanitaire ou d'évènement pouvant impacter le marché

En période de crise sanitaire ou d'évènement ayant un impact sur le marché public, les réunions en présentiel peuvent être remplacées par des réunions à distance par tous moyens de téléconférence (audioconférence, visioconférence notamment).

Lorsque les parties privilégient les échanges dématérialisés, les modalités fixées au présent document s'appliquent (cf article « Forme des notifications et des informations »).

10.10 Relation fournisseurs et évaluation

Les parties au présent contrat conclu et exécuté de bonne foi, s'engagent à examiner ensemble, dans le plus grand esprit de concertation et de coopération, tout différend ou litige qui pourrait survenir relatif à son existence, son interprétation, ou à son exécution.

Tout différend entre le titulaire et l'administration doit faire l'objet, de la part du titulaire, d'un mémoire de réclamation exposant précisément les motifs de ce différend et indiquant, le cas échéant, pour chaque chef de contestation, le montant des sommes réclamées et leur justification.

Les ministères économiques et financiers s'engagent à en accuser réception dans les quinze jours. Le pouvoir adjudicateur dispose du délai prescrit par l'article du CCAG sus-mentionné pour notifier sa décision. L'absence de décision dans ce délai vaut décision de rejet du mémoire de réclamation.

Le correspondant identifié pour traiter ce type de demande est l'administration en charge du suivi d'exécution : safi.bamac@finances.gouv.fr

L'administration et le titulaire privilégient le recours au médiateur interne relations fournisseurs des ministères économiques et financiers à l'adresse suivante :

mediation-fournisseurs.bercy@finances.gouv.fr

En cas de constatation par le médiateur de l'échec de cette médiation interne, les parties pourront saisir le médiateur des entreprises via le portail suivant : <https://www.economie.gouv.fr/mediateur-des-entreprises/contactez-mediateur-des-entreprises>

En cas d'échec de cette dernière, les parties pourront saisir le comité consultatif de règlement amiable compétent dans les conditions prévues à l'article R. 2197-1 du code de la commande publique.

Les parties pourront néanmoins directement saisir le médiateur des entreprises, sans recourir au médiateur interne, ou encore le comité consultatif de règlement amiable compétent sans recourir à une médiation préalable.

La saisine d'un médiateur ou d'un conciliateur doit être effectuée avant l'expiration du délai de recours contentieux.

La saisine d'un médiateur interrompt les délais de recours contentieux jusqu'à la notification de la décision prise par l'administration ou de la constatation du médiateur de l'échec de sa mission.

Le médiateur interne des ministères économiques et financiers et le médiateur des entreprises agissent comme tierce partie afin d'aider les parties qui en ont exprimé la volonté à trouver une solution mutuellement acceptable.

L'administration et le titulaire s'efforcent de régler à l'amiable tout différend éventuel relatif à l'interprétation des stipulations du présent marché public ou à l'exécution des prestations.

Evaluation fournisseur

Les prestations objets du marché ou du bon de commande font l'objet d'une évaluation. Cette dernière consiste en l'attribution d'une note de satisfaction globale pour l'ensemble des prestations rendues, et porte notamment sur les moyens mis en œuvre, la qualité du service rendu, la relation contractuelle, le

respect des dispositions contractuelles, et l'atteinte des objectifs définis lors de l'expression du besoin. Les résultats de cette évaluation sont communiqués au titulaire.

Cette évaluation est menée à l'aide d'une grille comprenant des critères adaptés. Cette grille est annexée au DCE à titre d'information et non contractuelle. Elle est susceptible d'évoluer en tant que de besoin en vue de l'adapter à la prestation à évaluer.

Le titulaire est informé que l'évaluation et les livrables définitifs produits dans le cadre de la mission peuvent faire l'objet d'une communication à un tiers, sans préjudice du secret en matière industrielle et commerciale, du secret de la vie privée et du secret des affaires, conformément aux règles applicables en matière de communication des documents administratifs, et notamment au regard des règles prévues par le code des relations entre le public et l'administration et précisées par la Commission d'accès aux documents administratifs (CADA).

10.11 Litiges et contentieux

Le présent marché public est régi par le droit français.

Le tribunal compétent pour le règlement des litiges est le tribunal administratif de Paris.

Article 11 - DEROGATIONS

Les dispositions du présent CCP prévalent sur toutes les dispositions du CCAG-FCS qui lui seraient contraires.